

LE POINT DE VUE DE LA SEMAINE

Marie-Claude Bompard, maire (MPF) de Bollène : « On essaie de nous rassurer en nous payant de mots »

Le 7 juillet se produisait une fuite d'uranium sur le site de la centrale nucléaire du Tricastin, à cheval sur Drôme et Vaucluse. Les explications fournies par Areva n'ont pas convaincu Marie-Claude Bompard, maire de Bollène (Vaucluse), qui a demandé en référé la nomination d'un expert indépendant. Areva n'en voulait pas, mais la société devra faire avec. Le 8 août, le tribunal de Carpentras a décidé de la nomination d'un expert. Une première victoire pour Marie-Claude Bompard.

Minute : Avec l'arrivée prochaine d'un expert indépendant, l'affaire du Tricastin semble en bonne voie d'élucidation ?

Marie-Claude Bompard : Oui, même si nous n'en sommes qu'au commencement. Le 8 août, le juge des référés du tribunal de grande instance de Carpentras a nommé un expert indépendant en environnement et en santé publique pour déterminer la nature véritable de la pollution qui touche la zone de La Plaine, au carrefour des quatre communes concernées : Bollène, Lapalud, Lamotte et Mondragon. Nous savons qu'une négligence à l'usine de retraitements de déchets nucléaires Socrati, dépendant du groupe Areva, a provoqué, le 7 juillet, une fuite de 74 kg d'uranium dans La Gaffière, une rivière locale et sur le site du Tricastin. Les quatre communes touchées ont été soumises à deux semaines de précaution. Mais ce n'est pas suffisant ! Nous voulons savoir ce qui est vraiment arrivé et quels sont les risques encourus par les habitants. Il faut également que l'expert détermine quelles sont les responsabilités en cause et comment réparer les préjudices subis.

Quand se met-il au travail ?

Nous le rencontrons début septembre. Il a carte blanche. Nous comp-



tons beaucoup sur lui car Areva, par le biais de Socrati, ne nous facilitait pas la tâche ! Toutes les informations étaient distribuées au compte-gouttes.

Qu'est-ce qui vous différencie d'associations comme Sortir du nucléaire ou Greenpeace, qui ont également demandé une expertise ?

Nous ne sommes pas antinucléaires : à Bollène, les gens connaissent le nucléaire, puisque beaucoup de familles ont un de leurs membres qui y travaille ou y a travaillé ! Nous ne voulons absolument pas monter cette affaire en épingle ou en faire l'illustration d'un combat politique.

Mais Areva nous a dit dix jours après la pollution que l'incident était clos. Or c'est faux. Les mesures ont été levées le 29 juillet, mais je viens de recevoir une lettre de la préfecture d'Avignon, adressée à une famille de Bollène, disant qu'il était toujours interdit de boire de l'eau de leurs forages ! Le 8 août, j'ai reçu un appel disant qu'il était interdit de consommer l'eau de deux autres forages de La Plaine – du nom de la zone touchée – à Bollène. Notre commune a été touchée par une pollution : si cela avait été du pétrole ou autre chose, nous aurions eu exactement la même réaction. Nous nous soucions avant tout de l'intérêt des Bollénois.

Comment expliquer le silence des villes voisines ?

Je l'ignore ! Ce qui est sûr, c'est que les élus voisins sont restés le doigt sur la

couture du pantalon lorsque **Anne Lauvergeon**, la présidente d'Areva, est venue présenter ses excuses tout en se disant prête à recueillir les doléances des riverains puis à les indemniser... avant d'affirmer péremptoirement que l'affaire était réglée. Genre, circulez y a rien à voir ! Or, rien n'est réglé ! Cet accident révèle une possible antériorité de la pollution. On ignore si la pollution va être absorbée ou si elle va, au contraire, perdurer. Toutes proportions gardées, on nous joue un peu l'affaire de Tchernobyl ! On essaie de nous rassurer en nous payant de mots, mais on ne sait rien.

Jean-Pierre Lambertin, le maire de Lapalud, a bu un pastis allongé avec l'eau du lac, en compagnie d'Anne Lauvergeon...

C'est démagogique ! Le même jour, une mère de famille m'appelait pour me dire qu'elle avait dû mettre des post-it sur tous les robinets de sa maison pour que ses jeunes enfants n'oublient pas qu'il est interdit de boire l'eau ! Seul l'expert dira s'il est possible de recommencer à boire l'eau des forages. De même que c'est son analyse, et pas les mises en scène politiciennes, qui rétabliront peut-être l'image de marque de la région ! Des vignerons veulent changer leur appellation d'origine contrôlée Tricastin... et on les comprend !

Récemment, des entreprises ont revu ou rompu des contrats passés avec des agriculteurs locaux. Ce sont des choses graves pour la vie des habitants. Ça ne se règle pas en présentant des excuses et en minimisant l'événement, ni en buvant un pastis devant la presse ! Areva n'a que le mot de transparence à la bouche, mais, dans les faits, elle s'est opposée à cette nomination d'un expert indépendant. Notre objectif est simple : connaître la vérité, dans toute son étendue, pour protéger les Bollénois et réparer les préjudices.

Vous êtes maire de Bollène depuis cinq mois. Quel est l'état de la commune ?

Nous héritons d'une ville qui fut socialo-communiste durant plusieurs décennies. C'était l'un des derniers bastions de gauche dure dans le Vaucluse. Le passif est lourd, car il y a eu beaucoup de gaspillage. Le budget de fonctionnement est handicapé par une masse salariale énorme. Les anciens élus déléguaient

énormément à l'extérieur. Nous allons nous atteler à l'assainissement du budget en récupérant les tâches qui reviennent naturellement à une mairie, en vérifiant soigneusement la distribution des aides sociales qui étaient données sans aucun contrôle. Nous étions passés du social à l'assistantat généralisé, ce qui créait un véritable appel d'air : les cas sociaux des communes voisines – voire de tout le département – débarquaient ici pour profiter du système ! De manière générale, nous allons concentrer les aides sociales au profit de ceux qui en ont réellement besoin. Chaque semaine, avec mon équipe, nous invitons les Bollénois à venir nous faire part de leurs problèmes. Et surtout, nous allons combattre les gaspillages.

Par exemple ?

Bollène payait pour ses voisines. Ainsi, depuis des années, une fonctionnaire payée par nous travaillait en fait aussi pour trois autres communes dans le cadre d'un syndicat intercommunal hydraulique. Dans un autre registre, le centre social avait encore des stocks considérables de trousse de toilettes, de nécessaire à écrire, vestiges inutilisés d'un Noël précédent. Dans les petites communes dans les grandes choses, rien n'était géré.

Et l'insécurité ?

Bollène est une des villes les plus touchées du Vaucluse. La mairie précédente avait baissé les bras. Nous, nous avons déjà recruté trois nouveaux policiers municipaux : ils sont maintenant dix-sept au lieu de quatorze. Et ceci sans alourdir les charges de personnels, car ces créations de postes sont couvertes par des mutations ou départs en retraite. Notre objectif est de doubler les effectifs avant la fin du mandat.

Nous proposons également aux habitants de Bollène un service de dégraffitage gratuit, car les tags constituent une autre forme de pollution et de violence. Ils marquent aussi l'abandon du territoire aux voyous.

Quels sont vos buts pour les mois et les années à venir ?

Nous voulons redonner à notre ville son identité de ville provençale et française !

Propos recueillis par Patrick Cousteau